



Mix énergétique et compétitivité des entreprises

La seconde recherche¹ portant sur l'énergie s'inscrit dans le champ de l'activité économique. Elle étudie les impacts territoriaux potentiels de l'évolution du mix énergétique sur la compétitivité des entreprises en Wallonie. Le mix ou bouquet énergétique peut être compris comme la part des différentes énergies primaires consommées au sein d'une zone géographique.

La première partie de la recherche est consacrée à l'analyse de l'évolution du prix de l'énergie et des mix énergétiques.

L'importance relative des différentes énergies primaires consommées au sein d'une zone géographique donnée évolue continuellement. Cette évolution est conditionnée par différents facteurs. Un des facteurs de stabilité des bouquets énergétiques est le poids de la situation historique. *«Un pays ne change pas du jour au lendemain son mix énergétique car cela implique des investissements structurels très lourds.»* Par contre, les politiques environnementales et les progrès technologiques impactent fortement les mix mis en place et favorisent les changements. Ainsi, au niveau européen, l'objectif de réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2020 par rapport à 1990 influence les états dans le choix de leur mix. *«Mais la façon dont on applique cette politique en termes de production peut varier et ne signifie pas pour autant plus d'énergies renouvelables.»* Et bien entendu, le prix des différentes énergies

agit aussi sur le choix des mix énergétiques.

Gaz, nucléaire, charbon, renouvelable ? A chaque pays son mix

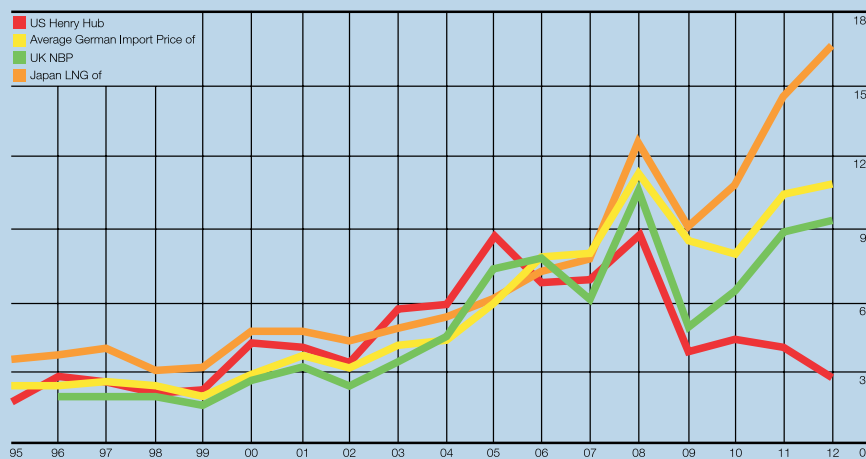
Globalement, les pays composent leur mix énergétique en fonction de trois critères : la soutenabilité, la compétitivité et la sécurité d'approvisionnement. Le poids relatif de ces critères varie d'un état à l'autre. *«Au niveau européen, il existe de grands contrastes entre pays. La France et la Grande-Bretagne ont introduit une importante part de nucléaire dans leur mix énergétique et n'envisagent pas de changements majeurs. L'Allemagne, elle, abandonne le nucléaire. L'évolution des mix énergétiques s'inscrit dans le contexte de la transition énergétique et pose la question de son financement et de son impact sur les entreprises.»*

En ce qui concerne **le prix des différentes énergies**, l'étude a mis en évidence plusieurs éléments-clés à prendre en compte au niveau mondial.

L'augmentation du prix du pétrole impacte l'ensemble des pays industrialisés et semble inéluctable à long terme. Les différences de prix d'achat d'un pays à l'autre ne sont pas déterminantes et le prix pour le consommateur, lui, résulte surtout des choix fiscaux de chaque pays. Il n'en est pas de même pour le prix d'achat du charbon qui est fortement dépendant du lieu d'extraction et du lieu de consommation, entraînant de grandes différences entre les régions. L'exploitation du gaz de schiste aux Etats-Unis permet à ces derniers de bénéficier pour le moment d'un approvisionnement en gaz à un prix nettement inférieur à ceux pratiqués en Europe ou au Japon. Quant au prix de l'électricité, il est tributaire de la manière dont celle-ci est produite (par exemple, son coût est moindre dans le cas d'une production à partir du grand hydraulique), de l'historique de la production (la France, par exemple, bénéficie de l'amortissement de son parc nucléaire historique) et des choix fiscaux des Etats.

¹ Recherche de commande de dix-huit mois, réalisée par M. Grandjean sous la direction de Y. Hanin (CREAT-UCL).

Évolution du prix du gaz au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Allemagne et au Japon (en USD par million de MBTU)



Source: BP Statistical review of world energy 2013.

À partir de 2008, le prix du gaz diffère de plus en plus d'un pays à l'autre, au profit des États-Unis du fait de l'exploitation du gaz de schiste. Même si ces écarts de prix devaient diminuer dans le futur, ils ne disparaîtront pas.

Compétitivité, concurrence et délocalisation

Pourquoi se poser aujourd'hui la question de l'importance du prix de l'énergie pour les industries? «L'incidence du prix de l'énergie sur la compétitivité des entreprises n'était pas un sujet d'actualité il y a quinze ans. Mais cela a changé.» Aux États-Unis, le prix d'achat du gaz est quatre fois moins élevé qu'en Europe et la phase de transition énergétique dans laquelle nous nous trouvons implique un coût. «C'est une question importante. En Allemagne, la transition est un choix de société dont le coût est financé par le consommateur et par les entreprises peu énergivores. Mais certaines entreprises grosses consommatrices en énergie sont exemptées d'une série de taxes, et ces exemptions leur offrent des avantages concurrentiels, ce qui pose débat au niveau européen.»

La disparité du prix de l'énergie a des origines variées. Lorsque les prix sont la conséquence d'un choix politique, comme, dans l'exemple allemand d'alléger les taxes de certains secteurs industriels, il est plus facile d'agir. «Les analystes se rendent compte qu'il est nécessaire d'harmoniser les prix de l'énergie au niveau européen sinon on

va vers une surenchère qui serait plutôt anti-compétitive pour nos entreprises.»

Par contre, si la différence de prix est structurelle, parce que l'approvisionnement est moins cher, il est plus difficile de lutter de manière directe. C'est le cas pour la différence du prix du gaz entre l'Europe et les États-Unis.

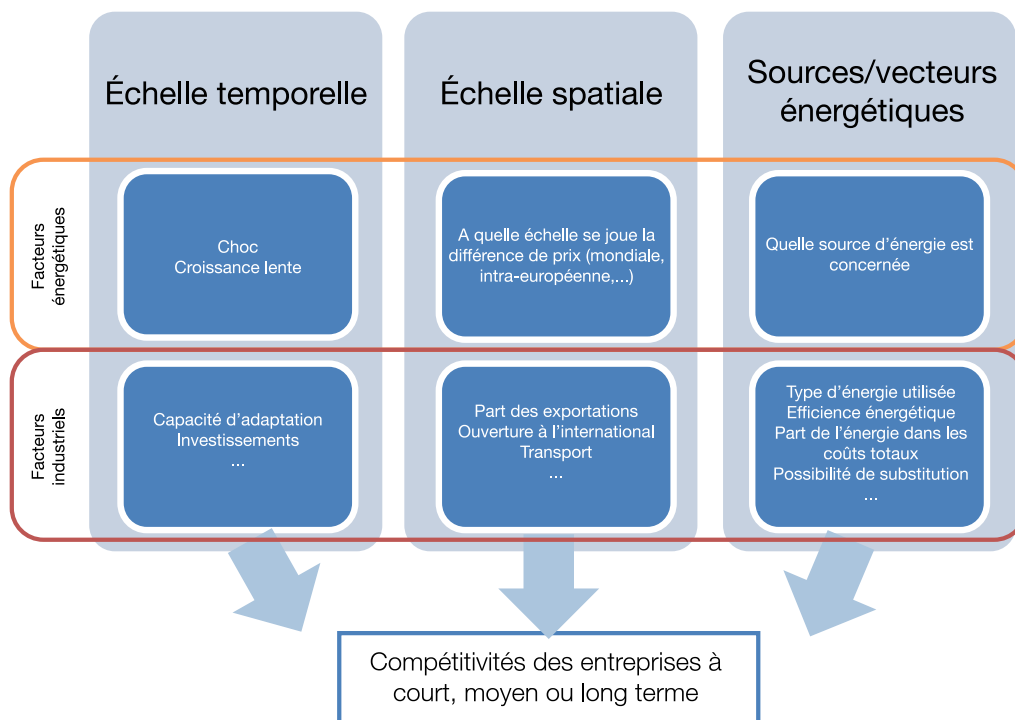
Ces différences de prix, au niveau mondial ou européen, amèneront-elles un jour les entreprises à se délocaliser? Plusieurs études montrent que l'écart grandissant du prix du gaz entre l'Europe et les États-Unis pourrait en effet être un facteur de délocalisation pour certains secteurs, comme ceux de la chimie ou de l'aluminium. Le coût du transport des produits ne serait plus un frein.

Mais si l'idée qu'il existe un effet défavorable de la hausse du prix de l'énergie sur la compétitivité des entreprises est suffisamment intuitive pour être facilement admise, l'enjeu reste de mieux comprendre la nature et l'ampleur de cet effet.

Il y a en effet une spécificité des situations et une complexité de réponses. Il n'est donc pas possible d'agir de manière généralisée pour l'ensemble des secteurs industriels. Quelles sont les entreprises qui sont suscep-

tibles de se délocaliser? Il ne suffit pas de prendre uniquement en compte le prix de l'énergie. Il faut élargir l'analyse à différentes échelles (temporelle et spatiale) et tenir compte de chaque type d'énergie. L'impact sur l'entreprise ne sera pas le même si l'augmentation des prix est lente ou rapide et si la différence de prix se joue entre l'Europe et les États-Unis, la Belgique et ses voisins ou même la Wallonie et la Flandre. Les différents facteurs se combinent entre eux et mettent en évidence une grande variété de situations sur le terrain.

La capacité d'adaptation des entreprises à l'évolution des prix est fonction des investissements qu'elles ont faits dans le pays à plus ou moins long terme, de la localisation de leurs marchés (locaux ou internationaux), de l'amélioration de leur efficacité énergétique et du coût de transport des marchandises, autant de facteurs déterminants. Elle dépend aussi de la part du prix de l'énergie dans le prix total de leurs dépenses. «L'entreprise peut consommer beaucoup d'énergie mais si la part du coût de cette dernière est faible dans le chiffre d'affaires, cela pèsera moins dans sa décision.» C'est en croisant ces facteurs qu'il est possible d'évaluer la compétitivité à court, moyen ou long terme.



Quelles sont les entreprises wallonnes gourmandes en énergie ?

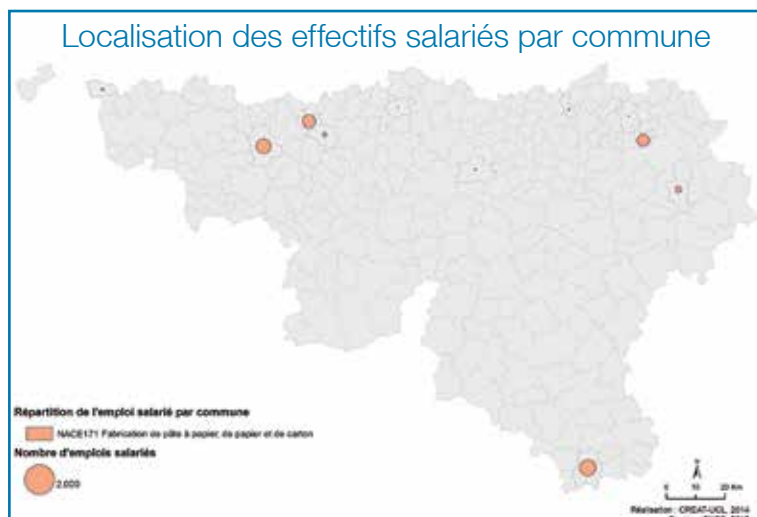
Globalement, le secteur industriel wallon est assez intensif. Avant la crise de 2008, que ce soit en quantité d'énergie consommée par l'industrie wallonne rapportée au PIB (produit intérieur brut) ou au nombre d'habitants, nous étions au-dessus de la moyenne européenne. Depuis 2008, on constate une importante diminution de la consommation énergétique industrielle. Celle-ci résulte essentiellement de la fermeture d'entreprises énergivores, en particulier dans le secteur de la sidérurgie.

Pour ce qui est du prix d'achat du gaz par ses industries grandes consommatrices d'énergie, la Wallonie occupe une position intéressante. Les industriels payent leur gaz moins cher que leurs voisins français, allemands, hollandais ou anglais. *«Par contre, c'est l'inverse en ce qui concerne l'électricité, essentiellement du fait des coûts hors énergie, c'est-à-dire des taxes et des coûts de distribution. Au final, les gros industriels payent plus cher.»*

La recherche analyse ainsi les différents secteurs industriels et les défis qu'ils posent. La chimie de base, la cimenterie, la sidérurgie, la papeterie sont des

secteurs très demandeurs en énergie, *«mais au sein même de ces secteurs, des différences existent»*. Il faut donc essayer d'affiner l'analyse.

C'est l'objectif de la dernière phase de la recherche, en cours au moment de la rédaction de cet article : caractériser et localiser les secteurs industriels wallons très énergivores afin de **définir les impacts territoriaux** de l'évolution du prix des biens énergétiques sur leur compétitivité.



La carte illustre la localisation des emplois de l'un des secteurs wallons intensifs en énergie. Il s'agit du secteur de la fabrication de la pâte à papier de carton.